



Les femmes autochtones et le Fonds international de développement agricole (FIDA)

Amérique latine

Programme de développement rural pour le département de Las Verapaces (PRODEVER), Guatemala

Titre du projet :	Programme de développement rural pour le département de Las Verapaces (PRODEVER), Guatemala
Domaine d'action/programme :	Aide aux femmes autochtones
Durée du projet :	2002-2010 (huit ans)
Lieu :	Département de Las Verapaces, Guatemala (Amérique latine)
Bénéficiaires :	16 000 ménages
Agent(s) d'exécution :	Fonds national pour la paix (Gouvernement guatémaltèque) (FONAPAZ)
Agent(s) de réalisation :	Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS) Fonds national pour la paix, Gouvernement guatémaltèque
Source de financement :	Coût total : 26 millions de dollars des États-Unis Prêt du FIDA : 15 millions de dollars des États-Unis Gouvernement : 5,96 millions de dollars des États-Unis Cofinancement : 5,04 millions de dollars des États-Unis [Fonds de l'OPEP pour le développement international du Guatemala (OFID)]

Vue d'ensemble

La pauvreté est extrêmement élevée chez les ruraux dont les modes de subsistance reposent sur les ressources naturelles extrêmement fragiles du département de Las Verapaces, au Guatemala, où vivent les Q'eqchie, les Pocomchi et les Achi. Le programme cofinancé par le Fonds international de développement agricole (FIDA) vise à procurer des avantages directs à 16 000 ménages autochtones ruraux. En avril-mai 2003, peu après le lan-

cement du programme PRODEVER, une évaluation avait été réalisée en vue de déterminer les différences entre la situation des hommes et celle des femmes dans le département.

On avait constaté que les femmes désireuses de participer aux activités de développement financées par le PRODEVER devraient engager quelqu'un d'autre qu'un membre de la famille pour s'occuper des enfants et préparer les repas ou retirer leur fille aînée de l'école pour qu'elle prenne en charge ces activités. Les femmes avaient un niveau d'instruction moins élevé, leur taux d'analphabétisme était supérieur (80 %), elles éprouvaient plus de difficulté à parler la langue couramment utilisée (l'espagnol), leurs tâches domestiques étaient plus lourdes, elles connaissaient moins bien leurs droits et n'étaient pas reconnues dans leur communauté comme des citoyennes au même titre que les hommes, elles souffraient d'un manque d'amour-propre et de la non-reconnaissance de leur contribution aux moyens de subsistance de la famille dans la culture locale machiste. L'étude a fourni les informations nécessaires pour planifier de manière détaillée les activités qui doivent être financées par le PRODEVER.

Objectifs visés

Le programme vise globalement à faire reculer la pauvreté dans les familles rurales vivant dans les municipalités les plus pauvres du département de Las Verapaces. Il a, plus précisément, pour objectifs : *a)* d'accroître leurs revenus en encourageant des activités agricoles et non agricoles génératrices de revenus; *b)* de promouvoir leurs organisations locales et de les consolider pour en faire des institutions locales solides; *c)* d'améliorer leur accès aux services financiers ruraux; *d)* d'adopter, dans toutes les activités financées par le programme, une approche tenant compte des sexospécificités; *e)* de préserver et de renforcer la base de ressources naturelles pour les générations futures; et *f)* de favoriser leur intégration au cœur de l'économie nationale. Il s'agit, par cette approche, de créer les conditions propres à permettre aux femmes comme aux hommes de bénéficier des services, ressources et avantages découlant du programme et d'exercer sur ceux-ci un contrôle équitable. À la suite de l'étude sur les sexospécificités réalisée en avril-mai 2003, les activités ci-après ont été incluses dans les plans de travail du programme :

a) Renforcement des capacités, assistance technique et alphabétisation au niveau local. Le programme d'enseignement et de formation en deux langues est mis en œuvre au niveau local afin de permettre plus facilement aux femmes d'y participer également. Grâce à l'alphabétisation et à la formation, la possibilité pour celles-ci de participer activement aux activités menées par des organisations locales et même d'occuper des postes de responsabilité au sein de ces organisations sera renforcée. Le programme comporte une formation aux rudiments de la gestion d'entreprise dont les



Photo des Nations Unies

petits entrepreneurs ont besoin, par exemple, les analyses coûts-avantages, la ventilation des revenus, des compétences en matière de gestion, comment obtenir les informations désirées, etc.;

b) *Gestion durable des forêts.* Le fait d'encourager l'utilisation de fourneaux à haut rendement énergétique fonctionnant avec du bois de chauffage et la plantation d'arbres à croissance rapide sur des parcelles forestières communautaires a pour but d'alléger les tâches effectuées par les femmes et de leur permettre ainsi de s'adonner plus facilement à des activités de développement. En outre, les pressions exercées sur les ressources forestières naturelles s'en trouveront réduites, ce qui permettra de préserver ces ressources pour les générations futures;

c) *Production de revenu.* Le soutien financier aux activités rémunératrices entreprises par les femmes va de pair avec une formation leur permettant de se doter des compétences nécessaires pour utiliser leurs prêts de façon profitable, augmenter leurs revenus et acquérir des connaissances et des compétences;

d) *Formation de représentantes de la communauté.* Les femmes représentent environ 30 % des participants au programme de formation conçu pour permettre à 100 organisations locales d'élaborer et de gérer leurs propres projets de développement d'une manière qui tienne également compte des intérêts et des priorités des femmes.

Participants

- Le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS);
- Le gouvernement central : le Ministère de l'éducation, le Ministère de la santé, le FONAPAZ, le Comité national d'alphabétisation;
- Agence allemande de coopération technique;
- L'administration locale : le Conseil départemental pour le développement et des municipalités.

Changements spécifiques induits par le projet

- Autonomisation : forte augmentation de la participation active des femmes à des réunions (présence, prise de parole, vote); les femmes représentent 30 % des membres d'organisations mixtes; création de 65 garderies d'enfants mobiles : 63 pour permettre aux femmes de suivre des cours d'alphabétisation et 2 pour les ateliers de renforcement des capacités.
- Allégement des tâches effectuées par les femmes grâce à la construction de 204 fourneaux à haut rendement énergétique et à la plantation de 4 080 plants d'arbres à forte croissance sur 14 hectares de parcelles boisées.
- Amélioration de la santé des femmes : six ateliers sur la santé en matière de reproduction, les soins maternels et la malnutrition (en collaboration avec le Ministère de la santé); trois comités d'urgence dans les municipalités de Cahabón et Alta Verapaz pour venir en aide aux femmes pendant et après un accouchement difficile.
- Renforcement de la situation économique des femmes grâce au financement de 63 activités rémunératrices essentiellement pour l'élevage (87 %), mais aussi les microentreprises (8 %) et l'artisanat textile (5 %).

Pérennité des résultats

- Renforcement des capacités, assistance technique et alphabétisation au niveau local. Un appui sera fourni après la phase d'alphabétisation en vue d'améliorer les méthodes de formation et le renforcement des capacités, l'objectif étant d'aller au-delà de l'enseignement de la lecture, de l'écriture et de l'arithmétique afin de permettre aux femmes de mieux administrer leurs activités productives et d'accroître le revenu du ménage.
- Gestion durable des forêts. Formation en matière de fabrication et d'entretien des fourneaux à haut rendement énergétique

fonctionnant au bois de chauffage; encouragement à la création de pépinières locales en vue de la production de plants d'arbres à croissance rapide; participation directe de ménages à la fois pour assurer la mise en service et renforcer la prise en main du projet.

Enseignements tirés de l'expérience

- Une formation aux fonctions d'encadrement et une sensibilisation à l'amour-propre doivent faire partie des mesures de renforcement des capacités visant à autonomiser les femmes.
- Les femmes ont besoin d'avoir un espace qui leur permette d'échanger des données d'expérience, d'être écoutées et d'exprimer librement des idées entre elles en vue de trouver des solutions réalistes à leurs problèmes prioritaires.
- L'alphabétisation doit être faite en deux langues afin d'élargir les horizons des femmes et d'améliorer leur mobilité et leur communication avec des personnes extérieures.

Facteurs ayant contribué au succès du projet

- L'appui au programme est fondé sur les besoins recensés par les femmes elles-mêmes.
- L'appui est fourni dans les communautés.
- Le soutien va de pair avec le renforcement des capacités, l'alphanétisation en deux langues et d'autres mesures propres à permettre aux femmes de participer activement aux activités, d'accroître leur amour-propre et de jouer un rôle directeur.
- Les calendriers tiennent compte du peu de temps dont disposent les femmes.

Obstacles ou problèmes recensés au cours du projet

- Les conjoints ou les membres de la famille peuvent faire barrage à la participation active des femmes à des activités de développement, en particulier la formation et le renforcement des capacités.
- La résistance opposée par les hommes à la planification familiale peut rendre difficiles les progrès à cet égard.

Documentation/bibliographie

Les descriptifs des projets et la documentation existante se trouvent sur le site www.prodever.org

Pour tout renseignement, s'adresser à :

M. Ronald Ramiro Sierra López, *coordonnateur* (Coordinador Ejecutivo)

M. Neida Eugenia Mollinedo, *responsable de la coordination*

pour l'égalité entre les sexes (Responsable Unidad de Género)

Programa de Desarrollo Rural de las Verapaces (PRODEVER)

1a. Calle 13-04 Zona 3

Cobán, Alta Verapaz, Guatemala, Amérique centrale

Téléphone : 502 7951 4023

Courriel : prodever@terra.com

Site Web : www.prodever.org

Programme de développement rural et de reconstruction dans le département du Quiché (PRODERQUI), Guatemala

Titre du projet :	Programme de développement rural et de reconstruction dans le département du Quiché (PRODERQUI), Guatemala
Domaine d'action/programme :	Appui à des groupes de femmes autochtones
Durée du projet :	1998-2007 (neuf ans)
Lieu :	Département du Quiché, Guatemala
Bénéficiaires :	10 000 familles de paysans
Agent(s) d'exécution :	Fonds national pour la paix/ Gouvernement guatémaltèque (FONAPAZ)
Agent(s) de réalisation :	Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS/CI) Fonds national pour la paix/ Gouvernement guatémaltèque
Sources de financement :	Coût total : 19 millions de dollars des États-Unis Prêt du FIDA : 15 millions de dollars des États-Unis Gouvernement : 4 millions de dollars des États-Unis

Vue d'ensemble

Au début des années 80, un violent conflit a éclaté dans deux des départements les plus pauvres du Guatemala, le Quiché et Las Verapaces, où 90 % de la population est autochtone. La violence a été concentrée dans les petites villes et les villages éloignés, avec des effets particulièrement dévastateurs sur les femmes et les enfants K'iche, Pocomchi et K'ekch'i.

Outre le renforcement de la sécurité alimentaire, l'augmentation des revenus et l'amélioration des conditions de vie d'au moins 10 000 familles de paysans vivant dans 10 municipalités des deux départements, le Programme de développement rural et de reconstruction dans le département du Quiché (PRODERQUI) vise à reconstituer le tissu social et à contribuer à la consolidation de la paix en renforçant des organisations autochtones locales, reconstruisant les petites unités de production appartenant à des paysans autochtones qui avaient été détruites ou abandonnées pendant les années de violence, et en favorisant la réintégration socioéconomique des populations les plus touchées par le conflit. L'approche sexospécifique et la méthodologie du programme s'expliquent par le fait que : *a)* une proportion élevée des ménages vivant dans les zones sortant d'un conflit a à sa tête une femme (30 % dans le Quiché); et *b)* les femmes peuvent être d'excellentes médiatrices dans un processus de paix, contribuant souvent de manière décisive à la réconciliation et à la reconstruction.

Objectifs visés

Le principal objectif de PRODERQUI est d'encourager la mise en place, dans divers domaines, de mécanismes d'appui technique efficaces et d'activités propres à aider aussi bien les femmes que les hommes à : augmenter leurs revenus provenant d'activités rémunératrices agricoles et non agricoles; recapitaliser leurs petites unités de production endommagées pendant le conflit et en créer de nouvelles; asseoir leurs organisations et institutions locales; renforcer le rôle joué par les femmes rurales dans les affaires économiques et sociales; contribuer à l'utilisation rationnelle des ressources naturelles et à la protection de l'environnement à long terme; et appuyer les droits des communautés autochtones en ce qui concerne leur territoire, leurs ressources naturelles et leurs valeurs culturelles.

Stratégie mise en œuvre

Les idées maîtresses de la stratégie sont les suivantes :

a) *L'égalité entre les sexes en tant que question intersectorielle.* Dans sa conception originale, le Programme comportait un volet destiné spécifiquement à promouvoir des projets en faveur des femmes. Il a été réaménagé en 2000 afin d'inscrire l'égalité entre les sexes au centre de toutes les activités devant être financées dans le cadre du Programme. Depuis lors, l'ensemble du personnel de toutes les organisations partenaires devait adopter une approche tenant compte des sexospécificités qui considère la famille dans son ensemble, femmes et hommes compris, comme pivot de toutes leurs activités. L'institution coopérant avec le FIDA, à savoir le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets, a aussi engagé deux spécialistes de l'égalité entre les sexes, une femme et un homme, pour orienter et superviser l'application de cette nouvelle approche. Dans le cadre du mandat énoncé dans leurs contrats, ceux-ci sont encouragés à formuler des recommandations vigoureuses à la direction du Programme sur la façon de faire campagne en faveur de l'égalité entre les sexes et de l'autonomisation des femmes;

b) *Allégement des tâches effectuées par les femmes.* La stratégie souligne combien il est important de trouver des moyens de réduire le temps que les femmes consacrent à des tâches comme la corvée d'eau et le ramassage du bois de chauffage, la préparation des repas, etc., afin qu'elles puissent disposer de temps pour participer à des activités de développement. À cet égard, on citera notamment : l'accès à l'eau potable; la sécurité alimentaire; l'amélioration de la rentabilité des microentreprises appartenant à des femmes; des silos pour entreposer des céréales de base; et un programme alimentation contre formation pour permettre à un plus grand nombre de femmes de participer aux activités;

c) *Sécurité alimentaire.* Cette question occupe une place de choix dans les communautés où la majorité des habitants vivent dans une ex-



Photo des Nations Unies

trême pauvreté. Des groupes de femmes, en particulier, apprennent comment améliorer la productivité de leurs jardins potagers et vergers, reçoivent des poules pondeuses et bénéficient d'une assistance pour la création de fonds de roulement;

d) Formation de promoteurs sociaux sur le thème de l'égalité des sexes. Des promoteurs formés à la prise en compte des sexospécificités, 14 hommes et 4 femmes, encouragent un plus grand nombre de femmes à pratiquer la culture irriguée de légumes pour la vente. Leur formation sur des sujets comme l'égalité entre les sexes et la participation des femmes place la famille dans son ensemble au centre des efforts déployés pour promouvoir des activités plus productives;

e) Bureaux municipaux de la condition féminine. La stratégie générale du Programme en matière d'égalité entre les sexes, qui repose à la fois sur les accords de paix et la loi relative au développement social promulguée aux termes du décret 42-2001 et sur la loi relative à la décentralisation, encourage la participation active de toutes les femmes, autochtones et non autochtones, au développement local. Ces lois ont permis la création de bureaux municipaux de la condition féminine qui ont pour mandat de mener des activités de plaidoyer et de sensibilisation auprès des pouvoirs publics pour que les opinions et les priorités de femmes soient prises en compte dans les processus de planification participative.

Participants

- Le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS) en tant qu'institution coopérante;
- Le gouvernement central : le Fonds national pour la paix (FONAPAZ), le Ministère de la santé;
- Les administrations locales : les municipalités du Quiché, l'Association des enquêtes et études sociales (ASIES), le Conseil pour le développement, les autorités départementales du Quiché, le Secrétariat de la présidence pour les questions relatives aux femmes, le Secrétariat de l'action sociale de la Première dame du Guatemala, le Bureau du médiateur pour les droits de l'homme du Guatemala, le Forum de la femme, et le Bureau chargé de la défense des droits des femmes autochtones du Guatemala.

Changements spécifiques induits par le projet

- *Allégement des tâches effectuées par les femmes.* Participation accrue des femmes aux affaires communautaires; les femmes ont plus de temps pour s'occuper d'autres activités familiales ou communautaires; moins d'affections respiratoires, de maladies et de troubles oculaires, en particulier chez les enfants et les femmes; et déforestation réduite.
- *Sécurité alimentaire.* Alimentation plus variée de la famille grâce à une meilleure connaissance des valeurs des produits alimentaires et accès facilité à des aliments d'appoint; création de fonds de roulement pour financer de nouvelles activités économiques.
- *Formation de promoteurs sociaux à l'égalité entre les sexes.* Meilleure connaissance du rôle que les femmes peuvent jouer dans le développement de la famille et de la communauté.
- *Bureaux municipaux de la condition féminine.* Ouverture de trois entreprises municipales chargées de créer et renforcer trois bureaux municipaux de la condition féminine; intérêt exprimé par d'autres municipalités pour de telles initiatives; augmentation du nombre d'« espaces » créés à l'intention des femmes pour favoriser leur participation aux niveaux municipal et départemental; participation de déléguées de ces bureaux municipaux à des réunions de la Commission des femmes au niveau du Conseil départemental du développement du Guatemala (CODEDE); mobilisation efficace des pouvoirs publics pour inciter le gouvernement à allouer des fonds provenant du Conseil départemental aux projets intéressant les femmes.

Pérennité des résultats

- *Allégement des tâches effectuées par les femmes.* Participation accrue des femmes aux différentes activités du Programme et aux processus décisionnels résultant de la mise en place de formules leur permettant de gagner du temps. L'utilisation rationnelle des ressources forestières par la réduction de l'emploi du bois de chauffage pour la cuisine est viable à long terme.
- *Sécurité alimentaire.* Constitution de fonds de roulement pour pouvoir accorder des prêts d'un faible montant à des membres du groupe; promotion de l'élevage, amélioration des vergers et potagers familiaux, éducation nutritionnelle.
- *Formation de promoteurs sociaux sur le thème de l'égalité entre les sexes.* Les promoteurs sont des membres de la communauté locale désignés par les communautés elles-mêmes.

Enseignements tirés de l'expérience

- La participation des femmes peut être améliorée en réduisant le temps qu'elles consacrent aux tâches domestiques et économiques.
- Les femmes sont des emprunteurs fiables : elles remboursent leurs prêts dans les délais et gèrent bien leurs fonds de roulement après un minimum de renforcement de leur organisation et de formation.
- L'alphabétisation est essentielle et les femmes doivent être alphabétisées avec l'accord des institutions responsables pour faire en sorte que leur niveau de participation soit plus élevé.

Facteurs ayant contribué au succès du projet

- Les mesures prises pour leur faire gagner du temps ont permis aux femmes de participer plus activement aux activités et à la formation financées par le Programme.
- Les fonds de roulement ont renforcé la cohésion des groupes de femmes, jetant ainsi les bases de la viabilité à long terme.
- L'alphabétisation a amélioré les conditions permettant à un plus grand nombre de femmes de participer à la prise de décisions et de mieux gérer des activités rémunératrices.

Obstacles ou problèmes recensés au cours du projet

- Faible participation des femmes à la prise de décisions en raison de leur faible niveau d'éducation ou de leur absence totale d'instruction.

- Faible participation des femmes à la formation et au renforcement des capacités en raison du refus du conjoint de donner son autorisation.
- Faible participation des femmes adultes aux cours d'alphabéti-sation.

Documentation/bibliographie

UNOPS, Rapport de la mission de supervision
(Informe de la misión de supervisión), mars 2002

FIDA, Rapport d'évaluation de la mission préliminaire
(Informe de evaluación de la misión ex-ante), septembre 1996

Les descriptifs des projets et la documentation existante se trouvent
sur le site Internet www.proderqui.org

Pour tout renseignement, s'adresser à :

M. Carlos Roberto Urízar Méndez, ing., *coordonnateur* (Coordinador Ejecutivo)
M. Edmundo Javier López González, *responsable de la coordination pour l'égalité entre les sexes* (Responsable de Género)

Programa de Desarrollo y Reconstrucción en el Quiche (PRODERQUI)

7a. Calle 8-38 zona 5

Santa Cruz de El Quiche, Guatemala, Amérique centrale

Téléphone : 502 7755 1304

Courriel : quiche@proderqui.org, carlos.urizar@proderqui.org

Projet de développement agricole durable et de protection de l'environnement pour le Darien (PRODARIEN), Panama

Titre du projet :	Projet de développement agricole durable et de protection de l'environnement pour le Darien (PRODARIEN), Panama
Domaine d'action/programme :	Développement rural
Durée du projet :	1996-2005 (neuf ans)
Lieu :	Province du Darien, Panama
Bénéficiaires :	60 communautés (autochtones 80 %, Afro-dariens 20 %)
Agent(s) d'exécution :	FIDA Gouvernement panaméen
Agent(s) de réalisation :	Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) Gouvernement panaméen (Ministère du développement agricole)
Source de financement :	FIDA et Gouvernement panaméen

Vue d'ensemble

La région du Darien, située à la frontière entre le Panama et la Colombie, possède des richesses extraordinaires en ce qui concerne la biodiversité, les forêts et les sources d'eau. Elle est caractérisée par une faible densité de la population (50 000 habitants pour 16 800 kilomètres carrés), peu d'infrastructures, des niveaux élevés de pauvreté et d'extrême pauvreté (deux tiers de sa population), et un indicateur de développement humain élevé. L'espérance de vie à la naissance n'y est que de 64 ans, contre la moyenne nationale de 76 ans, et le taux de mortalité infantile est trois fois plus élevé que la moyenne nationale. La région est habitée par cinq groupes ethniques, dont trois (les Embera, les Wounaan et les Juna) sont autochtones et deux (les Afro-descendientes et les Mestizos) ne le sont pas. Les territoires autochtones dans la région sont autogérés par des autorités traditionnelles élues. Les principales sources de subsistance et de revenus sont les activités extractives comme la chasse, la pêche et l'exploitation des forêts, ainsi que les cultures sur brûlis. L'artisanat est une activité importante pour les femmes autochtones.

Objectifs visés

Le Projet de développement agricole durable et de protection de l'environnement pour le Darien (PRODARIEN) a été conçu pour améliorer les conditions de vie rurale en aidant les organisations locales à se développer et en renforçant les institutions traditionnelles et la gouvernance.

Reconnaissant l'importance des activités extractives, il comporte un programme de formation sur la viabilité environnementale et encourage le reboisement. Il vise en outre à améliorer l'agriculture en facilitant l'accès à la vulgarisation, au crédit et à la formation aux pratiques de commercialisation. Il prévoit aussi le financement des microentreprises appartenant à des groupes de femmes.

Participants

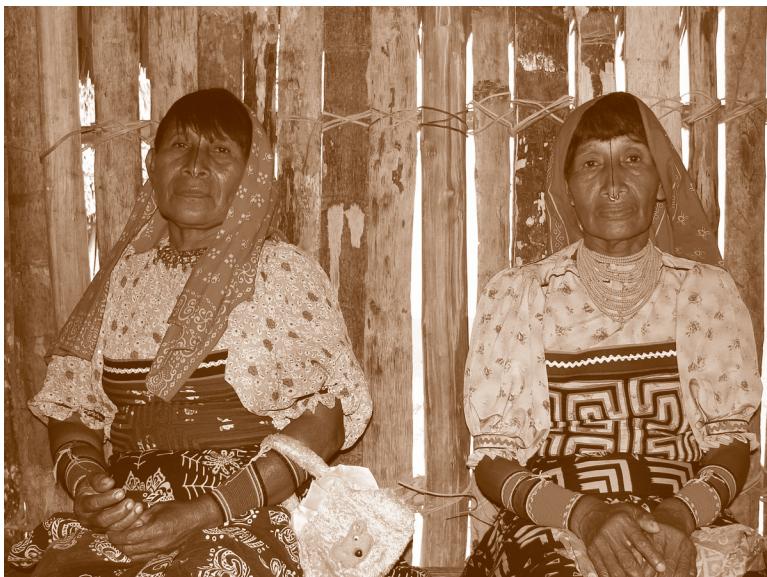
- Le Ministère du développement agricole;
- L'antenne du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) au Darien;
- D'autres institutions gouvernementales (par exemple, l'Institut des marchés agricoles, l'Autorité nationale de l'environnement et l'Institut de recherche agronomique du Panama).

Changements spécifiques induits par le projet

- Les organisations de femmes autochtones sont reconnues par la loi et participent activement à la gestion des ressources et à la mise en œuvre de leurs projets.
- Les organisations de femmes gèrent des entreprises rentables (restaurants, boulangeries, petits magasins vendant des produits de première nécessité) et exercent des activités lucratives (vente d'essence, transformation de la canne à sucre et du riz, etc.).
- Les organisations de femmes commercialisent des produits agricoles et des produits d'artisanat.
- Les femmes ont accès au crédit et à d'autres services.
- Les femmes participent plus activement aux activités des organisations locales.
- Les femmes sont élues à des postes d'administration et d'encaissement au sein des organisations.
- Les femmes autochtones adoptent des pratiques novatrices en tant qu'exploitantes agricoles et microentrepreneurs.
- Dans une région multiculturelle, les femmes de différents groupes ethniques dialoguent, échangent des données d'expérience et mettent au point un programme commun.

Pérennité des résultats

Des réseaux d'organisations ainsi qu'une fédération de réseaux ont été créés pour mobiliser et offrir un appui économique et technique. D'autres sources de financement ont été mobilisées pour aider les organisations et appuyer des processus de développement induits par le projet.



Ebinia Santos

Transposition des acquis/retombées

Des informations et des données d'expérience sont échangées avec d'autres projets de lutte contre la pauvreté dans le pays, en particulier ceux qui travaillent avec les peuples autochtones. De nouveaux donateurs participent au développement de la région : par exemple, le Fonds pour l'environnement mondial a approuvé un programme de petits dons qui devrait débuter l'année prochaine dans la région du Darien. Le PNUD apporte un soutien financier à la fédération d'organisations et à d'autres initiatives de développement. D'autres organisations nationales et internationales, comme la Fundación Natura et The Nature Conservancy (TNC), se sont déclarées intéressées par la création d'alliances dans la région.

Enseignements tirés de l'expérience

- Les femmes n'ont pas les mêmes intérêts ni les mêmes préoccupations que les hommes (par exemple, les femmes s'intéressent généralement davantage à la planification familiale et à d'autres aspects de la santé procréative). Il convient d'analyser ces différences dans le cadre des projets en vue de prévoir des initiatives appropriées aussi pour les femmes.
- Il y a des obstacles structurels à la participation des femmes autochtones. Les projets doivent en tenir compte pour pouvoir promouvoir l'égalité des chances. Dans le cadre du programme PRODARIEN, on a constaté que les mesures ci-après ont été

efficaces pour ce qui est de s'attaquer aux obstacles structurels, notamment ceux qui résultent de la difficulté de parler la langue et des rôles et responsabilités attribués traditionnellement à l'homme et à la femme :

- ◆ Utiliser les langues maternelles et faire appel à des traducteurs pour surmonter les difficultés dues au fait que les femmes avaient moins la possibilité que les hommes d'apprendre la langue couramment utilisée;
- ◆ Organiser des activités au niveau du village pour faciliter la participation des femmes;
- ◆ Créer des garderies temporaires pour permettre aux femmes d'amener leurs enfants aux réunions et séances de formation;
- ◆ Encourager l'emploi dans les secteurs non agricoles ou des activités rémunératrices pour élargir les perspectives économiques des femmes, ce qui facilitera leur intégration sociale et économique;
- ◆ Faire particulièrement attention aux ménages dirigés par des femmes car ils sont généralement les plus pauvres;
- ◆ Associer des hommes aux efforts déployés pour promouvoir la participation des femmes;
- ◆ Pratiquer la discrimination positive lorsque cela est nécessaire pour encourager la participation des femmes;
- Les revenus gérés par les femmes servent la plupart du temps à améliorer le logement ou les conditions de vie, à assurer l'éducation des enfants, ou à constituer une épargne.
- Les femmes sont plus dévouées et acceptent des responsabilités plus volontiers dans le cadre d'activités de développement.
- La formation à l'égalité entre les sexes et la sensibilisation de tout le personnel du Projet sont fondamentalement importantes pour faire en sorte que l'égalité entre hommes et femmes devienne une question intersectorielle pour tous les acteurs.
- Le suivi constant des indicateurs de la condition féminine revêt une importance décisive.
- Les responsables du Projet doivent accorder un rang de priorité élevé aux questions relatives à l'égalité entre les sexes.

Facteurs ayant contribué au succès du projet

- La sensibilisation du personnel du projet à des questions relatives à l'égalité entre les sexes.
- La prise en compte du caractère intersectoriel des questions relatives à l'égalité entre les sexes et l'utilisation d'indicateurs spé-

cifiques pour suivre les réalisations qui tiennent compte des besoins des femmes.

- Les avantages considérables que représentent pour les femmes les activités économiques.
- L'enthousiasme et le dévouement des femmes.
- L'approche du projet fondée sur la demande.

Obstacles ou problèmes recensés au cours du projet

- La limitation du rôle des femmes autochtones due aux facteurs culturels.
- La résistance des hommes à tous les niveaux, depuis le stade de la conception jusqu'à celui de la mise en œuvre (personnel et bénéficiaires).
- Le grand laps de temps entre la conception et la mise en œuvre, ce qui nécessite souplesse et volonté de la part des organismes de coopération et de financement pour procéder aux ajustements nécessaires.

Documentation/bibliographie

PRODARIEN, « Voces de la comunidad (testimonios de beneficiarias) », recueil d'entretiens avec des bénéficiaires

Pour tout renseignement, s'adresser à :

M. Hermel Lopez, *Directeur exécutif* (Director Ejecutivo) PRODARIEN

Fax : 507 299 4123/4196

Courriel : prodarien@cwp Panama.net

Asie

Amélioration des systèmes de savoirs autochtones et protection des droits à la propriété intellectuelle dans la province de Mindanao-Ouest, Philippines

Titre du projet :	Renforcement des systèmes de savoirs autochtones et protection des droits à la propriété intellectuelle dans la province de Mindanao-Ouest (Philippines)
Domaine d'action/programme :	Autonomisation
Durée du projet :	2003-2004 (deux ans)
Lieu :	Lakewood, province de Mindanao-Ouest (Philippines)
Bénéficiaires :	Communauté autochtone subanen
Agent(s) d'exécution :	Centre international pour la recherche en agroforesterie (CIRAF)
Agent(s) de réalisation :	Centre international pour la recherche en agroforesterie
Source de financement :	Fonds international de développement agricole (FIDA), par l'intermédiaire du projet d'initiatives communautaires dans la province de Mindanao-Ouest (10 500 dollars É.-U) et à l'aide d'un don du Centre international pour la recherche en agroforesterie (CIRAF) [35 000 dollars É.-U.]

Vue d'ensemble

Depuis l'établissement en 1998 du plan de gestion de leur domaine ancestral, les communautés subanen s'intéressent au recensement documenté de la flore dudit domaine. Entre 2003 et 2004, après que le Département de la réforme agraire a mis en œuvre le projet d'initiatives communautaires de 2001 dans la province de Mindanao-Ouest financé par le FIDA, un don d'assistance technique du FIDA (n° 486) au Centre international pour la recherche en agroforesterie (CIRAF) a facilité les travaux de documentation des savoirs ethnobotaniques des communautés autochtones subanen, notamment des femmes.

Objectifs visés

Les objectifs du projet étaient au nombre de quatre : *a)* faciliter la planification participative de la gestion des ressources naturelles des domaines ancestraux; *b)* aider les organisations autochtones à recenser et à documenter toutes leurs variétés traditionnelles de riz, et l'ensemble de la flore et de la faune sauvages; *c)* définir les droits de propriété des communautés locales applicables à leurs systèmes et pratiques de savoirs; et *d)* veiller à ce qu'aucun spécimen biologique ou ressource génétique ne quitte la zone sans « le consentement libre et préalable en toute connaissance de cause »

des communautés intéressées. Pour répartir les travaux de documentation, on a adopté les quatre catégories suivantes :

a) *Documentation multidisciplinaire.* Une équipe de chercheurs locaux, dont la moitié était des femmes, a examiné et recensé les savoirs en matière de plantes des experts tribaux, avec l'aide d'une équipe multidisciplinaire de spécialistes;

b) *Documentation participative.* Il s'est agi de privilégier le consensus et la convergence des intérêts des communautés autochtones et des institutions intéressées. La formation des membres de l'équipe (hommes et femmes) aux techniques de la documentation a permis d'habiliter en la matière les communautés. La communauté subanen, notamment les femmes, a effectué la majeure partie des travaux de documentation, avec l'aide des institutions. Les membres de la communauté ont participé à toutes les étapes : établissement des priorités de recherche, collecte et traitement des données et production de savoirs. Les sages de la communauté, analphabètes mais bien informés, en particulier les femmes, ont fourni des informations que les plus jeunes membres alphabétisés de la communauté ont documentées;

c) *Documentation respectueuse de la dimension culturelle.* La documentation ethnobotanique a été établie en respectant systématiquement la culture locale. Les intervenants extérieurs ont respecté les us et coutumes dans leurs travaux sur le terrain; ainsi, ils ont procédé aux offrandes rituelles avant de pénétrer sur les lieux à documenter puis à une action de grâce avant de quitter ces mêmes lieux; ils ont respecté les tabous pour des questions (secrets gardés) dont la révélation publique risquerait de compromettre le bien-être de la communauté dans son ensemble, etc. La tâche a été simplifiée en faisant appel aux membres de la communauté qui connaissent déjà les coutumes et les mœurs locales;

d) *Documentation soucieuse de la question des droits de propriété intellectuelle.* Les communautés ayant pris conscience de la nécessité de protéger leurs droits de propriété intellectuelle, une assistance technique leur a été fournie pour les aider à veiller à ce que ces droits soient garantis par des documents pertinents.

Stratégie mise en œuvre

La stratégie a comporté une approche tant informelle que formelle.

- *L'approche informelle* a comporté la publication du nom scientifique et l'utilisation générique des plantes médicinales sans préciser les recettes, dosages et maladies spécifiques pour lesquelles elles sont utilisées. Cette approche a été adoptée pour encourager les intervenants de l'extérieur à demander l'autorisation de la communauté et parvenir à des accords mutuellement acceptables avant de fournir des informations ethnomédicinales complètes à des fins commerciales.

- *L'approche formelle* a comporté quatre éléments :
 - ◆ Un mémorandum d'accord dont la Commission nationale des populations autochtones a été témoin, stipulant que :
 - a)* les savoirs ethnobotaniques documentés restaienr ceux de la communauté autochtone;
 - b)* aucun spécimen biologique ne devrait quitter la communauté sans le consentement libre et préalable en toute connaissance de cause;
 - c)* l'éventuelle future exploitation commerciale de savoirs ethnobotaniques nécessiterait le consentement libre et préalable en toute connaissance de cause;
 - d)* les intervenants extérieurs et les organisations participatives doivent respecter les lois coutumières dans la conduite de leurs travaux de documentation;
 - ◆ Chiffrage numérique des produits et techniques du savoir électronique;
 - ◆ Enregistrement auprès de la bibliothèque nationale des Philippines des informations protégées par des droits d'auteur, telles que celles figurant dans des ouvrages, magazines et albums électroniques;
 - ◆ Recours à la loi sur la protection de la variété végétale (RA 9168). En application de cette loi, un certificat de protection de la variété végétale peut être octroyé pour des variétés végétales qui sont « nouvelles, distinctes, uniformes et stables ». Les variétés de riz mises au point par des générations de Subanen peuvent être considérées comme étant nouvelles et distinctes parce qu'elles ne sont pas encore présentes dans la base de données mondiales de l'Institut international de recherche sur le riz (IIRR).

Participants

- Centre international pour la recherche en agroforesterie (CIRAF);
- Département de la réforme agraire (par l'intermédiaire du projet d'initiatives communautaires dans la province de Mindanao-Ouest);
- Conseil tribal subanen;
- Ipil-Development Foundation Lakewood Consortium (IDF).

Changements spécifiques induits par le projet

- Plus de 568 plantes, représentant 70 % des plantes qui poussent dans le domaine ancestral de la population autochtone subanen, ainsi que leur utilisation (en tant qu'aliment, médicament, etc.) ont été recensées et cataloguées, dont 400 ont été stockées dans



Photo des Nations Unies

une base de données avec des photographies numériques et environ 300 spécimens ont été recueillis, séchés et montés pour l'herbier subanen.

- De nombreux documents éducatifs culturellement pertinents ont été publiés et font l'objet de droits d'auteur au nom du Conseil tribal subanen. Des publications — ouvrages, magazines et albums de photos numériques — sont reproduites pour être utilisées dans le programme d'alphabétisation subanen.
- Les compétences techniques des membres subanen de l'équipe de documentation ethnobotanique, ainsi que des femmes intéressées, se sont considérablement améliorées.
- Un mémorandum d'accord signé par le gouvernement au nom des communautés et reposant sur leurs demandes et stipulations spécifiques assure leurs droits de propriété intellectuelle, assortis d'options pour retirer des avantages de toute éventuelle utilisation commerciale ou tout usage bénéficiaire de leurs connaissances, en exigeant le consentement libre et préalable en connaissance de cause de la communauté avant toute mise en commun desdites connaissances avec une tierce partie.
- Un ensemble de documents pédagogiques culturellement pertinents et susceptibles de protéger et revitaliser la culture traditionnelle a été produit.
- Une variété de riz, au bord de l'extinction, a été reproduite.

Pérennité des résultats

Ce projet a vivement incité les femmes locales à poursuivre la reproduction des variétés de riz menacées de disparition, en les conservant *in situ* (à la ferme) et en les documentant. En 2004 et 2005, 82 variétés de riz traditionnel au total ont été recueillies et plantées pour un premier cycle de documentation morphologique par des groupes de femmes qui sont traditionnellement celles qui conservent et font pousser les semences.

Transposition des acquis/retombées

On a adopté l'approche de Lakewood pour recueillir toutes les données sur la diversité végétale du domaine ancestral des populations kankanaey à Bakun, Benguet (aussi aux Philippines). Après avoir mis à l'essai l'approche à Bakun, le bureau régional de la Commission nationale des populations autochtones dans la province de Luzon-Nord a conclu un mémorandum d'accord avec diverses organisations gouvernementales et non gouvernementales dans la région pour recueillir conjointement des données ethnobotaniques dans tous les domaines ancestraux dans la région administrative de la Cordillera.

Enseignements tirés de l'expérience

- Le projet a montré que les connaissances ethnobotaniques des femmes autochtones (et des hommes) portent sur une vaste gamme d'espèces végétales (arbres, vignes, graminées, buissons, plantes herbacées, fougères, champignons comestibles, palmiers et mousses), dont la plupart ont de multiples utilisations. Les espèces documentées ont été utilisées en tant que plantes médicinales (62 %), aliments (37 %) et matériaux de construction (20 %).
- Les connaissances ethnobotaniques peuvent devenir un instrument effectif de développement pour l'amélioration des conditions de vie des communautés autochtones sans dégrader leur environnement. Elles peuvent servir à accroître et améliorer les moyens de subsistance, revitaliser l'agriculture, renforcer la sécurité alimentaire et la santé et promouvoir un sentiment d'orgueil culturel au sein de la communauté.

Facteurs ayant contribué au succès du projet

- Très vif intérêt de la part des bénéficiaires, dans la mesure où le projet a répondu à leur appel en ce sens dans un plan de développement déjà formulé.
- Collaboration de plusieurs organisations pour parvenir au même objectif par le biais d'une approche participative.

- Utilisation des méthodes de recherche soucieuses d'égalité des sexes, multidisciplinaires, participatives et respectueuses des traditions culturelles.
- Respect de la culture locale et des droits de propriété intellectuelle de la communauté.

Obstacles ou problèmes recensés au cours du projet

- Les plantes culturellement importantes sont surexploitées sans que l'on se soucie de leur protection ou régénération et certaines sont déjà plus rares voire en voie de disparition.

Documentation/bibliographie

Vel J. Suminguit, « Indigenous knowledge systems and intellectual property rights: an enabling tool for development with identity », 2005
(document établi pour l'Atelier international sur les savoirs traditionnels tenu à Panama City du 21 au 23 septembre 2005)

Pour tout renseignement, s'adresser à :

Sana Jatta
Chargé du programme des Philippines
FIDA
Via del Serafico 107
00142 Rome (Italie)
Téléphone : 39 06 54 591
Courriel : s.jatta@ifad.org

Projet de mise en valeur des forêts et de la production de plantes fourragères sur des collines louées à bail, Népal

Titre du projet :	Projet de mise en valeur des forêts et de la production de plantes fourragères sur des collines louées à bail, Népal
Domaine d'action/programme :	Développement rural
Durée du projet :	1993-2003
Lieu :	Népal
Bénéficiaires :	11 756 foyers pauvres
Agent(s) d'exécution :	Département des forêts (Ministère de la conservation des forêts et des sols) Département des services d'élevage (Ministère de l'agriculture et des coopératives) Banque du développement agricole du Népal Conseil national de recherche agricole
Agent(s) de réalisation :	Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS)
Source de financement :	Coût total : 12 millions de dollars des États-Unis Prêt du FIDA : 6 millions de dollars des États-Unis Don des Pays-Bas : 4,85 millions de dollars des États-Unis Gouvernement : 1,15 million de dollars des États-Unis

Vue d'ensemble

Le projet de mise en valeur des forêts et de la production de plantes fourragères avait pour double objectif l'amélioration du niveau de vie des pauvres et la régénération des forêts dégradées. Sa raison d'être, perçue en tant que solution de recharge à la nationalisation et à la foresterie communautaire, reposait sur l'octroi de droits d'exploitation à des petits groupes d'utilisateurs dignes de confiance sur des parcelles de forêt dégradée qu'ils allaient eux-mêmes remettre en état. Les 10 districts couverts par le projet étaient les terres traditionnelles de plusieurs groupes autochtones dont les Tamang, les Danuwar, les Praja, les Magar et les Majhi. Une surface totale de 7 377 hectares de forêt dégradée a été remise en état par 1 729 groupes de locataires à bail comprenant 11 756 ménages pauvres. Aux termes d'un contrat à bail de 40 ans, ces groupes ont des droits exclusifs d'utilisation des produits tirés des parcelles de la forêt remise en état dans le cadre d'un plan de gestion concerté.

Objectifs visés

Au nombre des principales activités figuraient :

- a) La promotion de la création de groupes de locataires à bail composés de 5 à 10 ménages chacun, tout en encourageant la tenue de réunions périodiques pour recueillir les économies mensuelles, fournir des prêts et collecter les remboursements;
- b) La participation des femmes à toutes les principales activités forestières, au lieu de n'appuyer que certaines activités de femmes, et;
- c) L'emploi de femmes en tant qu'animatrices de groupes.

Stratégie mise en œuvre

- Pour contrecarrer les effets négatifs de la gestion en accès libre qui a donné lieu à un déboisement et une dégradation considérables, ce projet a introduit l'idée de louer à bail certaines parcelles de forêt dégradée à certains groupes, principalement à des femmes, disposées à procéder à la remise en état de ces terres en échange d'un accès sûr aux produits qui en seraient tirés.
- Les femmes, qui représentent la majorité des bénéficiaires, ont donc été recrutées comme animatrices de groupes pour promouvoir l'activité d'autres groupes, par exemple en établissant des liens entre leurs communautés et des agents d'exécution et du personnel de vulgarisation.

Participants

- Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS);
- Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO);
- Département de la foresterie;
- Gouvernement néerlandais.

Changements spécifiques induits par le projet

- L'hypothèse de base du projet, à savoir qu'il est possible de remédier simultanément à la pauvreté et au déboisement en transférant les terres dégradées aux plus démunis s'est révélée correcte.
- Les hommes ont de plus en plus accepté le nouveau statut des femmes et le droit de celles-ci de posséder des terrains agricoles enregistrés sous leur nom.
- La biodiversité s'est améliorée sur les terres cédées à bail suite à l'amélioration de la gestion (pâturage contrôlé, utilisation contrôlée du feu, enrichissement des plantes des forêts) : au cours de la période 1994-2000, le nombre d'espèces végétales a enregistré une hausse de 57 à 86 % dans les sites surveillés et bien

que la taille du cheptel ait augmenté, la pénurie en plantes fourragères a en fait diminué.

- Les femmes ont acquis une alphabétisation de base et tant les hommes que les femmes connaissent mieux leurs droits en vertu de la loi et l'importance que revêt pour eux-mêmes et leurs familles l'adoption de nouvelles idées en matière d'éducation, de santé, d'assainissement et de nutrition.

Pérennité des résultats

- D'une durée de 40 ans initialement, le contrat à bail à long terme est renouvelable.
- L'impressionnante renaissance de la couverture végétale de la plupart des sites cédés à bail et la culture de plantes herbacées et fourragères incitent sans aucun doute les locataires à bail à maintenir leur interdiction de pâturage.
- L'approche par groupe a jeté les bases d'un retrait éventuel des départements d'exécution et des animateurs de groupes.
- La création de 120 organisations intergroupes et de 18 coopératives polyvalentes, encore qu'elle n'ait pas été anticipée, est dans une large mesure considérée comme tout particulièrement prometteuse.

Transposition des acquis/retombées

Le Gouvernement népalais a décidé d'élargir la portée de la location à bail à 16 autres districts, premier pas vers la couverture de l'ensemble des 75 districts du pays. Les modalités de ce projet ont été reproduites dans le Leasehold Forestry and Livestock Programme (LFLP) approuvé par le Conseil d'administration du Fonds international de développement agricole (FIDA) en décembre 2004. Il s'agit d'un programme sur huit ans visant à réduire la pauvreté de 44 300 ménages dans 22 districts. Ses objectifs consistent à : *a)* accroître la production de plantes fourragères et la production arboricole au moyen d'une gestion soucieuse de l'environnement des parcelles louées à bail et remises en état; *b)* améliorer les revenus des ménages tirés du petit bétail (chèvres); *c)* favoriser la prestation de services financiers par des institutions de microfinancement viables aux locataires à bail; et *d)* renforcer la capacité du gouvernement de mettre en œuvre l'initiative de location à bail des forêts en tant que programme national de réduction de la pauvreté axé tout particulièrement sur l'égalité des sexes.

Enseignements tirés de l'expérience

- Assurer l'accès des femmes à la terre et à la forêt peut transformer leur vie sur les plans économique et social. Économique-

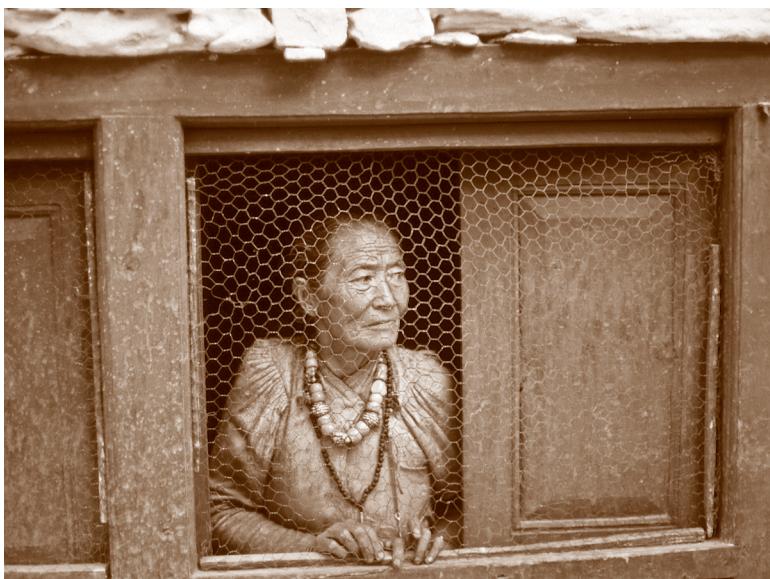


Photo des Nations Unies/Isaac

ment, elles ont ainsi accès à une source de revenus plus sûre et plus stable et à de nouveaux moyens de gagner de l'argent pour leur famille. Socialement, elles acquièrent un nouveau sentiment de confiance en elles-mêmes et d'amour-propre; leurs conjoints les respectent davantage et elles assument des responsabilités et sont associées à la prise de décisions à des niveaux de plus en plus élevés. Ces transformations réduisent les inégalités des rapports de force qui favorisent la pauvreté de leurs foyers et de leurs communautés.

- L'appui extérieur devrait être planifié et fourni d'une façon complémentaire.
- Les savoirs autochtones et l'active participation des agriculteurs sont indispensables pour définir et mettre en œuvre des possibilités d'aménagement des terres respectueuses de l'environnement pour la production fourragère et le bétail. Il convient d'examiner de plus près les pratiques locales de gestion du couvert forestier et de culture des plantes fourragères. On ne va pas nécessairement mettre un terme à l'introduction d'arbres et d'herbes exotiques mais il convient toutefois d'accorder davantage d'attention à la concurrence qui existe entre les espèces locales et les espèces introduites. Il importe au premier chef d'établir des communications dynamiques et de promouvoir des programmes propres à chaque site et des modèles appropriés

arbres-plantes fourragères basés sur les savoirs autochtones et les débouchés du marché.

- Il est tout particulièrement nécessaire d'évaluer la demande et les structures du marché en matière de plantes fourragères et de mettre au point des stratégies de commercialisation avant de promouvoir la production de fourrage. Lors des étapes initiales du projet, il conviendrait de ne pas trop mettre l'accent sur l'élevage et la vente des semences de graminées.
- La formation devrait être dispensée en fonction de la demande et les préférences des membres du groupe devraient être entièrement respectées.
- Il faudrait, par la formation et l'assistance, encourager les groupes de locataires à former des organisations intergroupes ou à s'associer à d'autres organisations et, le cas échéant, à créer une fédération nationale des divers groupes.

Facteurs ayant contribué au succès du projet

- Souplesse dans le ciblage.

Obstacles ou problèmes recensés au cours du projet

- Faible taux des décaissements.
- Conditions appliquées au retrait par la Couronne, ambiguïtés juridiques concernant le statut des certificats de location à bail et problèmes liés à l'héritage des droits de location à bail, autant de questions qu'il faut examiner.
- L'arrangement actuel ne reconnaît que les droits collectifs des groupes, sans définir les droits des membres à titre individuel.
- Oubli du « capital social » : initialement, le projet n'envisageait pas la création d'institutions communautaires autres que les groupes de locataires à bail ni la possibilité d'économies en dehors du plan limité sur la mise en valeur des petites exploitations agricoles.

Documentation/bibliographie

IFAD, Interim evaluations: Hills Leasehold Forestry and Forage Development Project, 2003

Pour tout renseignement, s'adresser à :

Atsuko Toda

Chargé du portfolio pour le Népal, FIDA

Via del Serafico 107

00142 Rome (Italie)

Téléphone : 39 06 54 591

Courriel : at.toda@ifad.org

Projet de gestion des ressources communautaires sur les hautes terres de la région nord-est, Inde

Titre du projet :	Projet de gestion des ressources communautaires sur les hautes terres de la Région nord-est, Inde
Domaine d'action/programme :	Développement agricole
Durée du projet :	1997-2008 (neuf ans)
Lieu :	Région du nord-est de l'Inde
Bénéficiaires :	39 200 ménages
Agent(s) d'exécution :	State Coordinating Committee for Government Activities (SCCGA)
Agent(s) de réalisation :	Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS)
Source de financement :	Montant total : 33,22 millions de dollars des États-Unis Prêt du FIDA : 22,9 millions de dollars des États-Unis Financement fourni par des institutions : 1,2 million de dollars des États-Unis Gouvernement : 5,6 millions de dollars des États-Unis Bénéficiaires : 3,50 millions de dollars des États-Unis

Vue d'ensemble

Isolée, exposée aux dangers, mal desservie et pauvre en moyens de communication, la région du nord-est de l'Inde est habitée par une population principalement tribale comptant plus de 30 millions de petits agriculteurs nomades, appelés jhum. Le revenu par habitant ne représente que 65 % de la moyenne nationale. Des affrontements interethniques se produisent depuis longtemps dans la région. La zone du projet, qui comprend 862 villages et 39 200 ménages des États de Manipur, Meghalaya et Assam (districts des collines), comporte différentes zones agroclimatiques, dans lesquelles vivent plusieurs tribus, qui sont les Tangkhuls et les Nangas à Manipur, les Khasi et les Garo à Meghalaya et les Karbi et les Dimasa à Assam. Bien que la quête de liberté des peuples autochtones et la souveraineté de l'État indien soient depuis longtemps source d'affrontements, les femmes ont toujours œuvré pour la paix et le dialogue. En 1974, des femmes ont créé Tangkhul Shanao Long (TSL), une des organisations d'aide sociale et de défense des droits de l'homme les plus respectées de la région. Cette organisation, qui mène un grand nombre d'activités de promotion de la femme, a aidé les victimes de conflit et a été un médiateur important entre la population et le gouvernement.

En dépit de l'action qu'elles mènent, les femmes continuent d'être considérées, dans leur famille, comme des membres de deuxième ordre, la loi leur reconnaissant peu de droits et de prérogatives. Ce sont elles qui



FIDA/Hollingworth

accomplissent la plus grande partie du travail de la famille, notamment la filature et les travaux agricoles, mais c'est leur mari qui est propriétaire des biens de la famille. Les filles sont plus appréciées en fonction du travail qu'elles fournissent qu'en tant qu'individus. Dans son rapport sur l'application du principe de l'égalité des sexes en Asie, le Fonds international de développement agricole (FIDA) note que « Dans la société Tangkhul, une femme est une sorte de bête de somme travaillant 14 à 16 heures par jour, alors que la plupart des ouvriers travaillent environ deux fois moins. »

Objectifs visés

L'objectif général du projet est d'améliorer durablement les moyens d'existence des groupes vulnérables en optimisant la gestion de leurs ressources naturelles par des actions protégeant l'environnement et contribuant à sa régénération. La réalisation de cet objectif est poursuivie en menant les actions suivantes : *a)* renforcer les capacités de la population locale; *b)* accroître les revenus que les familles retirent de ressources agricoles et non agricoles; *c)* favoriser une prise de conscience et une connaissance plus poussées de l'environnement; *d)* mettre en place des systèmes efficaces d'exécution et de gestion des biens; *e)* accroître la participation des femmes aux institutions locales et à la prise de décision; *f)* améliorer les capacités et institutions d'épargne; et *g)* fournir des services essentiels et des infrastructures sociales. Les six actions ci-après sont menées dans ce cadre :

- a) *Renforcement des capacités de la population locale et des organismes participant au projet.* Aider la population locale : i) à mettre en place des institutions villageoises viables, équitables et durables; ii) à formuler des plans de gestion des ressources communautaires; et iii) à renforcer ses aptitudes à gérer les initiatives de développement par la formation, dans le cadre de voyages d'étude nationaux et de groupes d'entraide;
- b) *Débouchés économiques.* Améliorer les moyens de subsistance en introduisant et en améliorant une grande variété d'activités menées dans et hors des exploitations agricoles concernant notamment l'irrigation, les méthodes de culture et d'élevage améliorées, les modifications du tracé des parcelles occupées par les jhum, les approvisionnements en intrants, la pisciculture, la transformation des produits agricoles et le crédit;
- c) *Préservation de la diversité biologique au niveau local.* Protéger les riches ressources de la région en matière de diversité biologique en préservant les forêts sacrées et en gérant les zones tampons, en créant de nouvelles sources de subsistance pour la population vivant près de ces ressources biologiques, en étudiant la diversité biologique, en créant une base de données sur la flore locale, en protégeant les espèces menacées et en conduisant des programmes de sensibilisation;
- d) *Activités menées dans le secteur social.* Améliorer l'accès aux services de base en construisant des réseaux de distribution d'eau potable, en formant du personnel de santé et en fournissant des médicaments essentiels et une formation de base;
- e) *Accès routier aux villages et électrification des campagnes.* Améliorer l'accès aux marchés en rénovant 170 km de route et en construisant un nouveau tronçon de 20 km et diversifier le tissu économique rural grâce à l'électrification, qui créera de nouvelles possibilités pour les entreprises non agricoles;
- f) *Gestion des projets.* Renforcer la capacité des organismes d'exécution et créer et faire fonctionner un système de contrôle et d'évaluation.

Stratégie mise en œuvre

Le contexte socioculturel et politique étant marqué par le patriarcat, l'accent a surtout été placé sur l'égalité des sexes, l'écologie, la participation et les perspectives à long terme. Le but était d'aider les femmes à améliorer leur condition dans la famille et dans la société en leur donnant la possibilité de participer plus activement aux activités économiques et sociales. Des instruments comme les groupes de gestion des ressources naturelles et d'entraide ont été utilisés pour obtenir une participation réelle des femmes et leur donner la possibilité de sortir de leur rôle subalterne traditionnel. Le principe qui se trouve au cœur des groupes d'entraide est de permettre aux femmes de ne pas emprunter à des tiers les fonds dont elles ont besoin pour mener à bien leurs activités économiques. Ces groupes d'entraide, princi-

palement axés sur l'épargne et le crédit, aident les femmes à augmenter leur revenu et leur donnent la possibilité d'échanger des données d'expérience avec d'autres femmes. Le résultat final est que les femmes s'attaquent à leurs besoins stratégiques avec une plus grande assurance. Dans chacun des villages bénéficiaires, un intermédiaire est chargé d'apporter aux groupes d'entraide de femmes l'information et les directives dont elles ont besoin dans leurs travaux quotidiens et d'entretenir des contacts entre ces groupes et les fournisseurs d'appui, tels que les organisations non gouvernementales et le personnel des sièges de district.

Participants

- Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS);
- State Coordinating Committee for Government Activities (SCCGA).

Obstacles ou problèmes recensés au cours du projet

Les traditions locales profondément implantées dans des sociétés très patriarcales, notamment une répartition des travaux sexiste et inégale, et l'exclusion des femmes du processus de prise de décisions et des systèmes d'administration, sont le principal obstacle à l'autonomisation des femmes. Dans un premier temps, il faut mettre fin à l'idée selon laquelle les femmes sont d'abord et avant tout des prestataires de services et, dans un deuxième temps, s'attaquer aux structures renforçant leur asservissement au sein de la société. Les problèmes liés au sexismes ont été affrontés dans des groupes sur la gestion des ressources naturelles, en encourageant les femmes à participer à la gestion et à l'utilisation des ressources communautaires, et dans des groupes d'entraide, en améliorant leur accès au crédit et à la formation.

Pérennité des résultats

La promotion des groupes d'entraide dans les villages bénéficiaires a entraîné un changement profond, généralisé et tangible des mentalités et des comportements et un renforcement de l'assurance des femmes. Le simple fait d'apprendre à lire et à écrire donne aux femmes des moyens d'agir, ce qui améliore la pérennité des actions menées dans le cadre du projet. La formation à la tenue des livres et à la comptabilité renforce encore davantage leur assurance et les femmes l'ayant suivie dans le cadre du projet semblent avoir intégré de nouvelles habitudes d'épargne. Ces réalisations devraient améliorer leurs aptitudes en matière de prise de décisions et de gestion financière et, à long terme, leur statut tant dans la famille que dans la communauté. Toutefois, la faiblesse du pouvoir économique des groupes d'entraide reste préoccupante.



FIDA/Hollingworth

Changements spécifiques induits par le projet

- *Réduction de la pauvreté.* Pour l'ensemble du projet, dans la catégorie « ménages les plus pauvres », le nombre de ménages est passé de 9 742 à 6 455 et, dans la catégorie « ménages plus aisés », ce nombre est passé de 172 à 625. Autrement dit, 18 % des ménages les plus pauvres ne font plus partie de cette catégorie et 2 % des ménages qui étaient pauvres font maintenant partie des ménages plus aisés.
- *Gestion des ressources naturelles.* Huit cent vingt-cinq groupes de gestion des ressources naturelles, composés de femmes à plus de 50 %, gèrent les fonds consacrés à l'aménagement des bassins versants et aux activités de gestion des ressources naturelles, y compris la conservation et la protection; 10 211 hectares de terres appartenant à des jhum ont été converties à l'exploitation permanente, notamment par l'horticulture et la gestion de la diversité biologique des forêts communales. Environ 370 hectares de nouvelles cultures en terrasses ont été aménagés et 1 530 hectares de structures d'irrigation à petite échelle ont été remis en état.
- *Avantages économiques.* L'épargne entre peu à peu dans les moeurs grâce à l'action des 2 071 groupes d'entraide qui comptent environ 33 056 femmes membres. En janvier 2005, l'épargne de groupe a atteint au total 280 500 dollars des États-Unis.

Les prêts financés par l'épargne, qui sont en général de petits montants (entre 4,50 et 67 dollars des États-Unis, dans la mesure des fonds disponibles), passent dans des activités génératrices de revenus (élevage de volaille et de porcs, culture du maïs et de la pomme de terre et tissage) ainsi que dans les frais de scolarité et la consommation. Beaucoup d'activités économiques font gagner du temps aux femmes, outre qu'elles leur permettent d'accroître leur revenu et d'acheter plus de nourriture. Les activités de gestion forestière et de conservation de l'eau leur simplifient également la vie, ne serait-ce qu'en leur évitant de faire de longues distances pour aller chercher de l'eau. Auparavant peu connus dans la région, des potagers domestiques ont été plantés par 16 322 ménages, qui y trouvent un surplus de provisions et de quoi vendre. L'élevage s'est beaucoup répandu, à preuve les 8 162 ménages qui pratiquent l'élevage de porcs et les 12 334 autres qui se sont lancés dans l'élevage de la volaille. Dix villages des collines ouest de Garo ont créé une coopérative laitière et comptent se lancer bientôt dans le traitement et le conditionnement du lait. Les viviers se sont multipliés (176 hectares); 470 hectares, répartis sur 547 localités, sont consacrés à la pisciculture et à la riziculture en terrasses irriguées.

- *Avantages sociaux.* Ce sont les groupes d'entraide qui ont permis aux villageoises de se rassembler et de renforcer leur position sociale et politique. Ce sont eux qui les représentent et qui défendent leurs intérêts. De manière générale, les femmes deviennent plus sûres d'elles. Beaucoup de groupes de gestion des ressources naturelles et de groupes d'entraide offrent des programmes de formation continue à leurs membres et favorisent la scolarisation des filles. Parmi les résultats notables obtenus en matière d'approvisionnement en eau et d'éducation, on notera la mise en place de 347 réseaux d'adduction d'eau, de 134 réservoirs, de 34 bassins, de 30 puits et de 22 120 latrines peu coûteuses, la construction de 16 bâtiments scolaires et la fourniture de fonds et d'équipements à 66 écoles.
- Le réseau routier s'est beaucoup étendu avec 181 kilomètres de nouvelles routes, 126 kilomètres de routes améliorées, 46 caniveaux et petits ponts et 14 ponts suspendus. Par ailleurs, 80 villages ont été raccordés au réseau électrique et une minicentrale hydraulique a été construite.

Enseignements tirés de l'expérience

- Parce qu'elle se fait à petite échelle et parce que les marchés sont petits, la production locale est souvent submergée par la produc-

tion à grande échelle, d'où une réduction des prix et le découragement des agriculteurs. C'est pourquoi il faut attacher une plus grande importance aux activités en aval comme la récolte, le traitement, l'entreposage et la présentation.

- Les groupes de gestion des ressources naturelles et les groupes d'entraide peuvent contribuer activement et efficacement à dé-samorcer les conflits ethniques en faisant valoir les avantages de la réconciliation, de la coexistence et de l'entraide, notamment lors de réunions multiethniques sur la paix, la réconciliation et le développement, organisées dans des zones sensibles.
- Les groupes d'entraide favorisent et renforcent la solidarité entre femmes. Les bons résultats obtenus dans le cadre du projet confirment leur importance en tant qu'instrument de promotion de l'esprit d'épargne aux fins d'un développement autonome et autofinancé. Il faut toutefois renforcer les liens entre ces groupes et les institutions financières rurales formelles.
- Il faut repérer les nouveaux projets de coopération entre certains membres (comme l'agriculture et l'élevage collectifs) et les financer.
- Pour renforcer les pouvoirs des femmes dans les sociétés où les fonctions de décision et les fonctions officielles demeurent les prérogatives de l'homme, il faut garantir et reconnaître juridiquement les droits des femmes à la propriété foncière. Les terres appartenant aux femmes doivent être enregistrées à leur nom pour protéger leurs investissements et leurs gains.

Facteurs ayant contribué au succès du projet

- Le principal facteur du renforcement du pouvoir d'action des femmes a été la promotion des groupes d'entraide, qui leur a permis d'accroître et de contrôler leurs économies et de créer de nouvelles sources de revenus.
- Les groupes de gestion des ressources naturelles et les groupes d'entraide offrent des programmes de formation à leurs membres, y compris les femmes, et font campagne pour la scolarisation des filles.
- Un autre facteur important a été l'action volontariste en faveur de la participation des femmes à la gestion et à l'exploitation des ressources collectives (groupes de gestion des ressources naturelles) et de la création de groupes d'entraide.

Documentation/bibliographie

FIDA, Rapport d'évaluation, septembre 1997

UNOPS, Rapport de supervision, mai 2004

Évaluation à mi-parcours du Projet de gestion des ressources communautaires de la région nord-est (NERCRMP), aide-mémoire pour la réunion régionale de synthèse, Shillong, Meghalaya, mai 2005

FIDA, « Mainstreaming gender in IFAD projects in Asia », avril 2002

Pour tout renseignement, s'adresser à :

M. Mattia Prayer Galletti

Chargé du programme de l'Inde

FIDA

Via del Serafico 107

00142 Rome (Italie)

Téléphone : 39 06 54 591

Courriel : m.prayer@ifad.org

**Projet d'appui aux initiatives communautaires
dans la province d'Oudomxai,
République démocratique populaire lao**

Titre du projet :	Projet d'appui aux initiatives communautaires dans la province d'Oudomxai, République démocratique populaire lao
Domaine d'action/ programme :	Développement agricole
Durée du projet :	2003-2010 (sept ans)
Lieu :	Province d'Oudomxai
Bénéficiaires :	29 000 ménages (117 000 personnes) répartis dans 187 villages
Agent(s) d'exécution :	Gouvernement de la province d'Oudomxai
Agent(s) de réalisation :	Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS)
Source de financement :	Montant total : 21,14 millions de dollars des États-Unis Prêt du FIDA : 13,41 millions de dollars des États-Unis Luxembourg : 1,77 million de dollars des États-Unis Programme alimentaire mondial : 1,76 million de dollars des États-Unis

Vue d'ensemble

Deuxième province la plus pauvre de la République démocratique populaire lao, avec une incidence de la pauvreté de 73,2 %, Oudomxai est fortement dépendante de la culture itinérante et de la production d'opium, qui est depuis toujours la principale source de revenus des paysans vivant en moyenne ou haute altitude. La surface consacrée à la culture d'opium par les peuples autochtones de la province d'Oudomxai a doublé entre 1992 et 2000, ce qui en fait la première région productrice; l'État ayant cherché à réduire la culture itinérante et à éliminer la culture d'opium, la situation sur les plans des revenus et de la sécurité alimentaire s'est dégradée dans la région, où vivent surtout des autochtones.

Le projet vise à renverser cette tendance et à améliorer les moyens de subsistance de ces populations, en suivant deux axes : *a)* diversifier les activités agricoles et non agricoles; et *b)* développer de nouveaux modes de subsistance. La zone couverte par le projet s'étend sur 7 districts et 728 villages de la province d'Oudomxai, située dans le nord-ouest du pays. Selon les données de 2000, elle compte en tout 236 525 habitants répartis en 38 857 ménages, dont près de 90 % vivent en zones rurales. Les autochtones forment environ 75 % de la population, la majorité d'entre eux vivant en dessous du seuil de pauvreté et tirant leur subsistance de la culture itinérante et de la culture d'opium. On peut distinguer quatre types d'exploitation : la culture du riz en altitude, la culture du riz et de l'opium en altitude, la culture du riz en plaine et la culture du riz en partie en altitude et en partie

en plaine. La culture du riz en altitude est le mode d'exploitation le plus répandu. La production de riz est l'activité principale dans les systèmes de culture itinérante dans les zones de moyenne et de haute altitude et elle est destinée à la consommation des ménages.

Objectifs visés

L'objectif principal du projet est d'aider les ménages autochtones pauvres et leurs organisations à tirer parti des ressources naturelles et des services disponibles pour leur propre développement économique et social. La mobilisation communautaire et le développement participatif doivent permettre d'augmenter la productivité et les revenus grâce à une agriculture viable, et non à la culture d'opium. Le projet comprend cinq composantes : *a)* développement communautaire; *b)* régime d'occupation des sols, agriculture et gestion des ressources naturelles; *c)* services financiers ruraux; *d)* infrastructures rurales; et *e)* égalité des sexes.

Stratégie mise en œuvre

Le volet « égalité des sexes » reconnaît le rôle essentiel joué par les femmes dans les activités agricoles et non agricoles. Les femmes autochtones rencontrent de plus en plus de difficultés sur le plan de la propriété foncière. Bien que beaucoup de communautés autochtones soient matriarcales et matrilocales, avec un système de succession matrilineaire, les titres de propriété sont habituellement établis au nom de l'époux, considéré comme chef de famille, qui devient ainsi le propriétaire légal des biens fonciers hérités par sa femme. Les femmes ne peuvent donc pas proposer des titres de propriété foncière en garantie d'un emprunt.

Les questions relatives aux disparités entre les sexes sont systématiquement prises en compte dans toutes les activités, grâce à l'action de l'Union des femmes lao, organisation de masse qui s'emploie à mobiliser les femmes. L'Union forme les femmes à des activités rémunératrices agricoles et non agricoles (instruction élémentaire, méthodes de vente, et gestion de petites entreprises et de fonds de développement de village) et leur assure des services de santé. Le projet prévoit aussi la construction de systèmes locaux de distribution d'eau potable pour alléger la charge de travail de la femme et améliorer l'état de santé de la famille.

Participants

- Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS);
- Programme alimentaire mondial (PAM);
- Gouvernement provincial de l'Oudomxai;
- Ministère de la planification et de la coopération;
- Gouvernement luxembourgeois.



FIDA

Changements spécifiques induits par le projet

- Un nombre important de femmes sont employées par les organismes d'exécution : soit 24 % des 296 agents du projet; 20 des 69 agents provinciaux (soit 29 %); et 52 des 227 agents opérant au niveau des districts (soit 23 %).
- Dans le cadre des activités de développement communautaire, 693 personnes, dont 411 femmes, ont suivi un stage de 103 jours sur l'égalité des sexes, et 36 % des participants à toutes les activités de formation sont des femmes.

Enseignements tirés de l'expérience

- Pour que les activités répondent bien aux besoins des groupes cibles, le développement communautaire et la planification concertée avec les villages doivent être pris en compte dans la conception et l'application du projet; et la coordination du projet doit être confiée à un organisme public.
- L'application du projet devrait être décentralisée autant que possible aux niveaux des provinces, des districts et des villages, et se dérouler par étapes compte tenu des capacités institutionnelles en place à chacun de ces niveaux.
- L'établissement des titres de propriété foncière au nom de la femme et du mari avant la planification des systèmes d'irrigation accroît la participation des bénéficiaires et crée chez eux le



Photo des Nations Unies/Robatón

sentiment de la propriété nécessaire pour garantir que les communautés et les associations d'usagers gèrent et entretiennent convenablement ces systèmes.

Facteurs ayant contribué au succès du projet

- Accent mis sur les femmes.
- Diversité des activités prévues, notamment la sensibilisation à la condition de la femme, les activités rémunératrices et les voyages d'étude.

Documentation/bibliographie

FIDA, Intégration des questions de parités hommes-femmes dans les projets du FIDA en Asie, 2000

FIDA, Rapport d'évaluation, avril 2002

FIDA, document du Conseil d'administration, avril 2002

Pour tout renseignement, s'adresser à :

Youqiong Wang

*Chargé du programme de la République démocratique populaire lao
FIDA*

Via del Serafico 107

00142 Rome (Italie)

Téléphone : 39 06 54 591

Courriel : y.wang@ifad.org

Projet de diversification des revenus ruraux dans la province de Tuyen Quang, Viet Nam

Titre du projet :	Projet de diversification des revenus ruraux dans la province de Tuyen Quang, Viet Nam
Domaine d'action/ programme :	Développement rural
Durée du projet :	2002-2008 (six ans)
Lieu :	Province de Tuyen Quang, régions montagneuses du Nord-Viet Nam
Bénéficiaires :	49 000 ménages
Agent(s) d'exécution :	Comité populaire provincial de la province de Tuyen Quang
Agent(s) de réalisation :	Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS)
Source de financement :	<p>Montant total : 30,43 millions de dollars des États-Unis</p> <p>Prêt du FIDA : 20,9 millions de dollars des États-Unis</p> <p>Agence suédoise de coopération internationale au développement (ASDI) : 5 millions de dollars des États-Unis</p> <p>Pouvoirs publics : 2,7 millions de dollars des États-Unis</p> <p>Bénéficiaires : 1,8 million de dollars des États-Unis</p>

Vue d'ensemble

La zone du projet se trouve dans la province de Tuyen Quang, dans les régions montagneuses du Nord-Viet Nam, où 74 % de l'ensemble des ménages et 83 % des pauvres appartiennent aux populations autochtones. Cette province essentiellement montagneuse s'élève par endroit jusqu'à 1 400 mètres au-dessus du niveau de la mer. Ce projet vise une population de 49 000 ménages répartis dans 936 villages des 66 communes les plus pauvres de la province. Le Comité chargé des minorités ethniques et des zones montagneuses a classé 42 de ces communes comme étant « particulièrement désavantagées » car elles se trouvent dans des zones montagneuses éloignées et que leur infrastructure n'est guère développée.

Les femmes vietnamiennes, qui ont toujours joué un rôle important dans le développement du pays, ont de tout temps joui d'un statut plus élevé que les femmes de nombreux autres pays asiatiques. La transition en cours vers une économie de marché engendre toutefois des disparités entre les sexes et on note une érosion des gains sociaux obtenus par les femmes pendant la période socialiste. Les actions menées dans le cadre de la conception et de la mise en œuvre de ce projet lancé à l'initiative du FIDA visent la population féminine dont elles cherchent à améliorer les rôles dans la production.

Objectifs prévus

Ce projet vise à améliorer la situation socioéconomique des hommes et des femmes des populations autochtones pauvres des régions montagneuses. Il s'agit à cet effet de renforcer leurs capacités et leurs rôles dans les prises de décision, de leur fournir un appui institutionnel et des services, d'améliorer la sécurité alimentaire, d'encourager une utilisation durable des ressources naturelles et de favoriser l'intégration au marché des producteurs de la forêt. Une stratégie globale de renforcement des moyens d'action a ainsi été adoptée pour : *a)* amplifier le processus de décentralisation en attribuant un rôle accru aux conseils villageois de développement dans l'évaluation des besoins, la définition des priorités et la mise en œuvre; *b)* adopter des mécanismes de planification fortement participatifs; et *c)* mettre en place un système de crédit souple et déterminé par la demande. Tout au long des phases de conception et de mise en œuvre, les femmes sont le groupe particulier visé dans les cinq volets du projet, à savoir : *a)* microfinancement et développement de microentreprises; *b)* développement des systèmes d'exploitation agricole des zones montagneuses et recherche; *c)* amélioration du cheptel et de la santé animale; *d)* aménagement des terres forestières; et *e)* égalité des sexes.

Stratégie mise en œuvre

Le volet relatif à l'égalité des sexes vise à donner aux femmes des communautés autochtones des régions montagneuses les moyens de prendre leur destin en main en facilitant leur accès aux facteurs de production et en améliorant le contrôle qu'elles exercent sur ces derniers. Un fonds de subsistance pour les femmes constitué dans chacune des communes bénéficiaires aide les femmes à mener des activités qu'elles-mêmes jugent susceptibles d'améliorer leurs conditions d'existence. Il existe un groupe de bénéficiaires du Fonds dans chacun des villages visés. Le Fonds peut servir à financer tous types d'activités présentant un intérêt pour des groupes de villageoises; à venir en aide aux ménages sans ressources; à financer des formations (études scolaires et formations professionnelles courtes). La planification et la gestion des activités qu'il finance sont très décentralisées et reposent largement sur la participation des bénéficiaires.

Participants

- Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS);
- Comité populaire provincial de la province de Tuyen Quang;
- Agence suédoise de coopération internationale au développement (ASDI).



FIDA

Changements spécifiques induits par le projet

- Les groupes d'auto-assistance sont composés à 71 % de femmes et à 71 % de membres de populations autochtones. Les groupes d'auto-assistance de femmes parrainés en 2002 et 2003 se développent bien et attendent avec impatience de se voir attribuer des terres.
- Près de 70 % des 3 300 personnes formées dans les écoles pratiques d'agriculture sont des femmes.
- Les échanges de terres et les changements de résidence se poursuivent, certains titres d'exploitation des terres au nom des deux conjoints n'ont pas encore été délivrés.
- Le chef comptable de la section provinciale de coordination du projet est une femme. Seules 7 des 22 autres membres du personnel de la section sont des femmes, mais les femmes représentent près de 47 % des effectifs au niveau du district. Trois des 11 organisateurs locaux sont des femmes.
- Deux cent deux membres des effectifs du projet et 53 responsables de village ont reçu une formation pour mieux faire prendre conscience des problèmes d'équité entre les sexes et tenir systématiquement compte des inégalités entre hommes et femmes. Les échanges avec les agents d'exécution du projet au niveau du district, des communes et des villages donnent à penser que ceux-ci comme la population visée ont pleinement conscience

de leurs responsabilités en ce qui concerne les questions relatives à l'égalité des sexes et la poursuite des objectifs connexes du projet.

Pérennité des résultats

- D'après l'Union des femmes de Tuyen Quang, le succès le plus marquant tient à la gestion des crédits. Parmi les raisons invoquées à propos de l'octroi aux femmes de crédits collectifs sans garantie, il est dit des femmes que « ce sont toujours elles qui gardent la clef de la cagnotte familiale », qu'« elles savent gérer l'argent de la famille », qu'« elles ne gaspillent pas leur argent à boire et à jouer », qu'« on peut leur faire confiance pour rembourser leurs dettes » et enfin, que « les dirigeants des groupes d'auto-assistance veillent à ce que les versements soient faits à temps ».
- Les groupes d'auto-assistance ayant accès aux services d'appui au projet notamment dans le domaine de la vulgarisation agricole, de l'irrigation et de l'octroi de crédits ont considérablement amélioré la situation économique des femmes qui en sont membres et fait reculer la pauvreté.

Transposition des acquis/retombées

- Cette action fait suite à un projet sur la gestion participative des ressources dans la province de Tuyen Quang qui été mis en œuvre de 1994 à 2000.

Enseignements tirés de l'expérience

- Il faut que la conception et l'exécution des activités spécifiques soient orientées vers les populations autochtones et les femmes et que celles-ci soient associées aussi largement que possible. Il convient en particulier de s'employer à améliorer leurs systèmes d'exploitation agricole, à pérenniser leur accès aux ressources forestières et à mettre au point des supports de vulgarisation mieux adaptés à leurs besoins.
- Tant que la situation des femmes restera pratiquement inchangée dans leurs foyers et au sein de la collectivité, l'influence exercée sur celles-ci et sur les rapports hommes-femmes demeurera limitée.
- Les femmes adhèrent souvent à des groupes d'auto-assistance pour avoir accès à d'autres aides, notamment en termes d'information, de vulgarisation agricole, d'irrigation et de crédits.



FIDA

- Les femmes autochtones qui ont obtenu et géré des prêts avec succès sont les mieux placées pour faire comprendre aux autres membres de la population ce à quoi ils servent, la procédure à suivre et l'usage à en faire.
- Les mesures visant à lutter contre la pauvreté doivent tenir compte des formes de pauvreté liées aux revenus ainsi qu'à l'exercice du pouvoir.
- Les femmes ont besoin d'améliorer leurs compétences de gestion et d'acquérir de l'instruction au-delà de l'apprentissage de la lecture, de l'écriture et du calcul.
- Les femmes autochtones, en particulier, ont besoin d'acquérir des compétences spécifiques (notamment des compétences langagières et des notions de base) qui leur permettront d'exprimer leurs points de vue et de jouer un rôle plus actif dans leur société.
- Si l'on veut modifier les rôles joués par les hommes et les femmes et les relations entre les deux sexes, il convient de faire une place plus large aux besoins stratégiques des femmes, notamment en tenant systématiquement compte de leurs préoccupations, en réservant des fonds à la satisfaction des besoins recensés par les femmes elles-mêmes, en renforçant les capacités et en délivrant des titres d'exploitation des terres au nom des deux conjoints. Il est particulièrement important de répondre à ce que les femmes elles-mêmes perçoivent comme des besoins.

Obstacles ou problèmes recensés au cours du projet

- Un des problèmes rencontrés tient à la barrière de la langue. En effet, la plupart des femmes manquent de confiance quand elles s'expriment dans la langue véhiculaire car elles craignent de ne pas employer les termes voulus.
- Les normes sociales peuvent limiter les capacités des femmes à faire connaître leurs besoins prioritaires dans des groupes mixtes, souvent parce que le rôle que la collectivité leur attribue consiste à maintenir l'harmonie sociale et non à soulever des questions.

Facteurs ayant contribué au succès du projet

- Le programme a fait une large place aux besoins des femmes elles-mêmes; 10 % des coûts de base ont été consacrés à la prise en compte systématique des problèmes liés aux inégalités entre les hommes et les femmes et à l'amélioration des moyens de subsistance des femmes.
- Toutes les informations rassemblées ont été ventilées par sexe et niveau de richesse.

Documentation/bibliographie

FIDA, Appraisal report, octobre 2001

FIDA, Report and recommendation of the President to the Executive Board of IFAD, décembre 2001

FIDA, Mainstreaming gender in IFAD projects in Asia, 2000

Pour tout renseignement, s'adresser à :

Atsuko Toda

Directeur du programme pour le Viet Nam

FIDA

Via del Serafico, 107

00142 Rome, Italie

Téléphone : 39 06 54 591

Courriel : at.toda@ifad.org

Projet de développement des zones des monts Wulin peuplées de minorités ethniques, Chine

Titre du projet :	Projet de développement des zones des monts Wulin peuplées de minorités ethniques, Chine
Domaine d'action/ programme :	Développement agricole
Durée du projet :	1999-2004 (cinq ans)
Lieu :	Est de la province de Guizhou et ouest de la province du Hunan, Chine
Bénéficiaires :	390 000 ménages
Agent(s) d'exécution :	Ministère chinois de l'agriculture Ministère chinois des finances Programme alimentaire mondial (PAM)
Agent(s) de réalisation :	Ministère de l'agriculture et Ministère des finances
Source de financement :	Montant total : 107,25 millions de dollars des États-Unis Prêt du FIDA : 28 millions de dollars des États-Unis Subventions du PAM : 18,8 millions de dollars des États-Unis Pouvoirs publics : 55,8 millions de dollars des États-Unis Bénéficiaires : 4,6 millions de dollars des États-Unis

Vue d'ensemble

Certaines des régions les plus pauvres de la Chine se trouvent dans les monts Wulin, notamment dans l'est de la province de Guizhou et l'ouest de la province du Hunan. La zone du projet est une région montagneuse plus escarpée, moins fertile, moins accessible et moins développée. On y trouve 92 des 239 agglomérations des deux provinces. Les principaux bénéficiaires de l'aide aux activités socioéconomiques et des programmes vivres contre travail sont les minorités ethniques, lesquelles compteraient une dizaine de millions d'individus, ce qui représente quelque 60 % de la population des deux provinces. Les populations autochtones les plus nombreuses sont les Miao (28 %), les Dong (14 %) et les Tujia (19,4 %). Le groupe visé comprenait tous les ménages ruraux vivant dans la zone du projet, soit quelque 390 000 familles, mais la priorité a été donnée à ceux qui vivaient dans les villages les plus isolés et donc les plus pauvres. Les populations autochtones spécifiquement visées se trouvaient dans une situation structurellement bien plus défavorable que l'ensemble de la société. On s'est plus particulièrement attaché à toucher les femmes autochtones dont le niveau d'instruction était faible du fait de la discrimination fondée sur le sexe, qui avaient des difficultés à avoir accès à des crédits ou se voyaient dans l'impossibilité d'en obtenir car l'essentiel de leur travail n'était pas rémunéré et qui ne participaient guère à l'exercice du pouvoir.

Objectifs visés

Ce projet comportait six grands volets :

- *Productions vivrières.* Diverses activités de bonification des terres, dont nivellement, terrassement, drainage pour éliminer les engorgements, conversion des terres arides en rizières et aménagements pour améliorer les sols argileux et sableux moins fertiles;
- *Élevage et production piscicole.* Appui technique et financier à l'élevage de bétail, à la pisciculture en rizière et élevage de carpes en cage;
- *Cultures de rapport.* Régénération et nouvelle plantation de thé, bambous, champignons shiitaké, ignames « patte d'éléphant », encomia, piments et divers arbres fruitiers;
- *Crédit.* Prêts individuels et collectifs à court et moyen terme, notamment à des ménages et des femmes défavorisés;
- *Programme en faveur des femmes.* Alphabétisation fonctionnelle et enseignement du calcul à 150 000 femmes âgées de 15 à 49 ans, en particulier en ce qui concerne les connaissances agricoles, la gestion du crédit, l'amélioration de la nutrition et de la santé. Formation technique dans les villages à la gestion de cultures vivrières et de rapport annuelles et pérennes, au greffage, au traitement du thé, à l'élevage, à la pisciculture, à l'emploi d'engrais et de pesticides, etc. Stages de formation spécialisée de 10 jours dans les agglomérations sur l'élevage de porcs, la culture des champignons, la broderie et le tissage;
- *Infrastructure rurale.* Irrigation, eau potable, électrification et routes.

Stratégie mise en œuvre

- Dans le cadre de ce projet conjoint du FIDA et du PAM, les ressources fournies par le PAM ont servi à financer des programmes de formation à l'intention des femmes et des enfants pauvres (alphabétisation, activités productives, services de santé) et le produit du prêt du FIDA a servi à financer toutes les autres activités.
- L'accent a été mis sur la problématique hommes-femmes en veillant à soutenir les associations de femmes au niveau municipal, préfectoral et national, ainsi que les associations fédérées au niveau préfectoral et national, à privilégier l'artisanat féminin (broderie), la sylviculture, l'élevage et l'agriculture et à soutenir les services d'appui visant à améliorer la santé des femmes.
- L'accord de prêt entre le FIDA et le gouvernement disposait clairement que le principal groupe visé était la population féminine



PNUD-RIPP

(art. 35) et une partie des sommes allouées à l'octroi de crédits à court terme a été réservée à des activités génératrices de revenus mises en place par des femmes (art. 112).

- Des groupes spéciaux composés de chefs de village et d'agriculteurs, et comptant au moins deux femmes parmi leurs membres, ont été constitués dans les villages pour diffuser l'information et mobiliser la population locale.

Participants

- Programme alimentaire mondial (PAM);
- Gouvernement chinois : Ministère de l'agriculture et Ministère des finances.

Changements spécifiques induits par le projet

- L'amélioration des réseaux de distribution d'eau potable et l'adoption par les femmes de techniques plus performantes ont permis à ces dernières de réduire leur charge de travail de deux à trois heures par jour.
- L'hygiène et l'état de santé de la population ont progressé grâce à l'amélioration des réseaux de distribution d'eau potable, à une formation à la santé, à l'hygiène et à la nutrition et à la plus grande attention portée aux troubles gynécologiques lors des

contrôles médicaux en attendant la mise en œuvre de protocoles de soins.

- La formation spécialisée suivie par les femmes leur a permis de mener des activités d'élevage avec davantage de succès.
- Les fonds dégagés grâce à l'augmentation des revenus liée aux activités d'élevage leur ont permis d'acheter de la nourriture et des vêtements et de faire face aux frais de scolarité.
- En améliorant leur situation économique et en réussissant dans leurs entreprises, les femmes ont acquis un statut social plus élevé et accru leur confiance en elles-mêmes.
- Plus de la moitié (55 %) des participants du programme d'alphabétisation de la préfecture de Tongren étaient des femmes.
- Bien que 95 % des prêts aient servi à financer des activités traditionnellement féminines, les contrats de financement ont été signés au nom d'hommes ne sachant pas plus que les femmes que ces dernières pouvaient signer les contrats elles-mêmes.
- Les femmes représentaient quelque 20 % du personnel technique et 30 % du personnel déployé dans le cadre du projet.
- Sur 31 490 personnes ayant participé à une formation sur la nutrition et la santé, 75 % étaient des femmes.

Enseignements tirés de l'expérience

- La conception et la mise en œuvre des projets doivent tenir compte des particularités des acteurs locaux.
- Les documents rendant compte du projet ne mettent pas en évidence la place prépondérante des femmes parmi les bénéficiaires car les mécanismes mis en œuvre ne prévoyaient pas a priori de mettre l'accent sur les responsabilités sexospécifiques. Il aurait fallu assurer une alphabétisation fonctionnelle des femmes en mandarin, notamment leur apprendre à signer et les aider à se procurer des tampons individuels pour signer leurs propres contrats de financement.
- On aurait pu valoriser les connaissances et ressources locales, promouvoir des produits de valeur et sensibiliser l'opinion aux questions environnementales en faisant une plus large place à la culture biologique de plantes médicinales.
- L'octroi de crédits à lui seul ne permet pas d'aider les pauvres : il faut aussi que ceux-ci suivent une formation pour améliorer leurs compétences et leur capacité de remboursement.

Obstacles ou problèmes recensés au cours du projet

- Il était prévu que les femmes participent aux activités, souscrivent à des prêts et suivent une formation, mais la participation

des femmes miao a été limitée car la plupart d'entre elles ne parlent pas le chinois courant et sont dans l'incapacité de communiquer avec des personnes extérieures, d'avoir accès aux informations, aux activités de formation, etc.

- La terre constitue un obstacle de taille pour les femmes. Les droits patrimoniaux ne sont pas fondés sur la pleine propriété. Les filles ont bien des droits de succession sur une partie de la terre de leurs parents, mais elles les perdent si elles vivent ailleurs (notamment avec leur mari).
- Les femmes qui ont participé aux activités d'alphabétisation en ont tiré des bénéfices, mais elles ont eu les plus grandes difficultés à suivre une formation occupant l'ensemble de la journée; elles ont en outre trouvé les cours (dispensés uniquement en mandarin) fastidieux et difficiles à comprendre; le contenu de ces derniers n'était pas suffisamment en rapport avec leur propre réalité.
- Pleinement conscientes des avantages que leurs enfants pouvaient tirer d'une éducation correcte, les femmes de plus de 30 ans doutaient de l'intérêt d'apprendre elles-mêmes à lire et à écrire, mais ont davantage apprécié l'apprentissage du calcul.
- Les personnes qui ont participé à la formation ont souvent regretté que les enseignants ne sachent pas parler la langue vernaculaire; c'est souvent la raison pour laquelle les femmes ne posaient pas de questions.
- Les méthodes d'enseignement n'ont pas suffisamment tenu compte des contraintes particulières auxquelles sont soumises les femmes, notamment du taux d'analphabétisme plus élevé chez les femmes et du fait que celles-ci manquent de temps en raison de leur lourde charge de travail quotidienne.

Facteurs ayant contribué au succès du projet

- Une importance particulière a été donnée à la responsabilisation des minorités autochtones, dont la pauvreté et les problèmes spécifiques ont été pris en compte.
- L'exécution a été confiée à une équipe nationale de consultants qui a utilisé des modules techniques conçus lors d'une phase préparatoire au cours de laquelle les bénéficiaires visés ont participé au diagnostic et au travail d'analyse dans le cadre d'une évaluation rurale participative. L'exécution a donc été guidée et décidée par les bénéficiaires eux-mêmes.
- L'accent mis sur l'agriculture biologique a eu l'avantage de valoriser les ressources naturelles locales et de limiter l'emploi d'en-

grais coûteux. Le climat chaud de ces zones montagneuses en fait un site idéal pour l'agriculture biologique.

Documentation/bibliographie

FIDA, Mid-term review, avril 2002

FIDA, Appraisal report for Guizhou, octobre 2001

FIDA, Mainstreaming gender in IFAD projects in Asia, 2000

FIDA, Appraisal report for Guizhou, août 2000

Pour tout renseignement, s'adresser à :

Thomas Rath

Chargé du programme pour la Chine

FIDA

Via del Serafico 107

00142 Rome, Italie

Téléphone : 39 06 54 591

Courriel : t.rath@ifad.org